

Ne les laissez pas s'en tirer ainsi : lutter contre la culture de l'impunité

« Les abus de la police militaire au Brésil sont une des raisons qui ont poussé la population à descendre dans les rues pour protester. A São Paulo, [plus de 100 manifestants et au moins 15 journalistes ont été blessés](#) par les [grenades incapacitantes et les balles en caoutchouc lancées au hasard](#) par les policiers. J'ai pour ma part été arrêté [car j'étais en possession d'une bouteille de vinaigre](#) destinée à neutraliser les effets des gaz lacrymogènes.

Ces abus n'ont rien de nouveau. Héritage de la dictature, la police militaire bénéficie d'une quasi-impunité. La justice, elle, est lente et inefficace. L'exemple du massacre de Carandiru illustre bien ce problème : en 1993, des [officiers de police ont exécuté 111 détenus](#) dans une des principales prisons du Brésil. Le procès de ces officiers n'a commencé que cette année, 20 ans après les faits. »

– Piero Locatelli, un des [Jeunes Journalistes de la Conférence internationale contre la corruption de 2012](#), évoquant les manifestations au Brésil contre, entre autres, l'impunité de la police, qui démontrent l'immense potentiel de l'action collective.

La culture de l'impunité est un cercle vicieux où les dirigeants qui enfreignent les lois échappent aux sanctions sociales et judiciaires et continuent ainsi délibérément d'enfreindre les lois. Si l'impunité permet aux plus puissants de contourner les lois existantes, elle leur permet également d'exploiter les différents vides juridiques : réglementations incomplètes, prescriptions, immunité souveraine ou ajournement de procès. Une porte ouverte à la corruption si aucune solution n'est apportée à ces problèmes.

Mettre un terme à l'impunité des individus corrompus

Transgresser la loi, contourner le système, éviter les sanctions sans encombre : c'est la définition de l'impunité dont jouissent les individus corrompus. Le combat contre l'impunité est au cœur des actions anti-corruption. Dans le cas de la justice et des agents chargés de faire appliquer la loi en général, l'impunité est une menace directe pour l'Etat de droit. Mais ce combat ne va pas de soi ; écarter les influences extérieures dans les affaires de l'Etat ou les intérêts privés dans les procédures juridiques est une tâche complexe, comme il est difficile de détecter les cas de corruption. Le fait qu'au cours des 12 derniers mois, 31 % des personnes ayant été en contact avec les services de police et 24 % des personnes ayant été en contact avec les services de justice déclarent avoir dû s'acquitter d'un pot-de-vin ne fait que souligner la nature injuste et persistante de l'impunité pour les actes de corruption.

Il existe de nombreux moyens de lutter contre l'impunité. Transparency International s'efforce de mettre en avant les sanctions politiques, juridiques et sociales à entreprendre à l'encontre des personnes corrompues qui jouissent d'une impunité, pour inciter les dirigeants à rendre davantage de comptes aux citoyens et pour compliquer la tâche des individus, des entreprises et d'autres acteurs qui cherchent à détourner les règles.

Transparency International mène un combat à l'échelle mondiale pour mettre un terme à l'impunité ; ce travail passe principalement par le renforcement des systèmes judiciaires. En

Palestine, par exemple, la section locale de Transparency International a préparé des codes de conduites et des formations à destination des magistrats et des avocats. Au Sénégal, nous travaillons à renforcer le système judiciaire en proposant notre expertise sur les questions de recouvrement d'avoir et d'enrichissement illicite ; en Slovaquie, nous développons actuellement une plateforme en ligne qui permet aux citoyens de prendre connaissance des décisions des magistrats, d'en assurer le suivi et d'en débattre.

Source: [Baromètre mondial de la corruption 2013](#)

La [déclaration de Brasilia](#), adoptée en novembre 2012 à l'issue de la 15^e Conférence Internationale Contre la Corruption (IACC), indique la marche à suivre et les mesures à entreprendre pour mettre un terme à la corruption, avec pour mot d'ordre « ne les laissez pas s'en tirer ainsi ».

Nous appelons aujourd'hui tous ceux que réunit l'impératif d'intégrité, quelle que soit leur position sociale, à agir ensemble dans cette direction. La 16^e IACC, qui aura lieu à [Tunis](#) du 21 au 24 octobre 2014, a vocation à œuvrer en ce sens, sous le thème « mettre un terme à l'impunité : [« Populations. Intégrité. Action »](#).

Cette conférence a pour but d'offrir à tous les participants l'opportunité de discuter ensemble des moyens de briser le silence là où la justice s'est montrée impuissante, de manière à ouvrir la voie pour un changement durable.

[Depuis 1983](#), cette conférence constitue la principale plateforme d'échange à l'échelle mondiale pour les individus cherchant à mettre un terme à la corruption et à mitiger l'impact qu'elle peut avoir sur l'économie, l'environnement, la démocratie et, plus important encore, sur le quotidien des populations.

Il est plus que jamais nécessaire de rassembler l'ensemble des différents acteurs – société civile, systèmes de justice nationaux et internationaux – qui s'efforcent de demander des comptes aux dirigeants.

Organisée tous les deux ans dans une différente partie du monde, la Conférence Internationale Contre la Corruption, qui réunit des milliers de participants issues de plus de 100 pays, est le principal espace de collaboration pour les militants, les personnalités influentes et les acteurs de tous les secteurs qui cherchent à élaborer ensemble des stratégies d'action efficaces pour lutter contre la corruption.

« Le combat contre la culture de l'impunité ne passe pas seulement par les tribunaux et les procédures juridiques, mais également par la mise en place d'un ensemble de normes sociales sous la pression populaire »

– Andrew Mack, du Rapport sur la sécurité humaine, lors de son [intervention](#) en clôture de la 15^e IACC.

Plus de 2 000 individus engagés dans la lutte contre la corruption, issus de plus de 130 pays différents, sont attendus à Tunis pour établir la feuille de route du combat mondial pour l'intégrité

et pour inventer collectivement des solutions nouvelles. La Conférence a pour vocation de rassembler des acteurs des pouvoirs publics, de la société civile, du secteur privé, des médias, des organisations de jeunesse et de l'innovation sociale pour discuter des dimensions multiples de l'impunité, des différentes approches sectorielles pour lutter contre ce phénomène et des solutions possibles pour œuvrer concrètement en faveur d'un changement positif et durable.

Pour plus d'informations, pour suivre l'actualité de l'IACC et pour découvrir les différentes façons de participer aux activités de la Conférence, quels que soient vos centres d'intérêts et vos domaines d'expertise, consultez [le site Internet de l'IACC](#), ou suivez nous sur Twitter - @16iacc or #16iacc – et sur [Facebook](#).